

SMOJ

SOUS-MINISTÉRIAT
DES **ORIENTATIONS** ET
DE L'**ACCÈS À LA JUSTICE**



Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM+)

OFFRIR UNE JUSTICE
CENTRÉE SUR LES
besoins des
CITOYENNES ET
DES CITOYENS

Justice
Québec 

Le PAJ-SM+ c'est:

- un programme en place dans:
 - 40 palais de justice ou point de service de la Cour du Québec
 - 5 cours municipales (Montréal, Québec, Lévis, Laval et Boisbriand)
 - 34 des 36 districts judiciaires
- un programme dans lequel on retrouve:
 - 1254 accusés au stade de la référence ou en suivi actifs
 - un taux de réussite de 55,61%
 - une durée moyenne de 13 mois
 - un taux de récidive d'environ 15% après 2 ans

Structure de gouvernance

Niveau stratégique

- Définir les grandes orientations
- Dénouer les enjeux et assurer la gestion des risques

Niveau tactique

- Recevoir les orientations du comité stratégique et les enjeux des comités directeurs
- Effectuer la coordination des travaux selon la prise en compte de la réalité de chaque partenaire

Niveau opérationnel

- Comité directeur régional: Assurer le bon fonctionnement et dénouer les enjeux régionaux
- Comité opérationnel: opérationnalisation du programme (statuer sur l'admissibilité, mettre en commun l'information, convenir d'un PI etc.)

Objectifs du PAJ-SM+

- Adaptation du traitement judiciaire à la réalité des accusés qui font face à la justice et qui présentent des vulnérabilités, notamment sur le plan mental ou cognitif
- Contribuer à la protection des personnes plaignantes, des victimes et de la société
- Collaboration et concertation de l'ensemble des partenaires
- Favoriser la réinsertion sociale des accusés tout en réduisant ou évitant les risques de récidive
- Suivi global et accompagnement du justiciable dans l'élaboration d'un plan d'intervention PAJ-SM+

Accusés admissibles

- Le programme s'adresse aux accusés présentant, du point de vue de la santé et des services sociaux, différentes vulnérabilités liées à:
 - Santé mentale, déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme, trouble d'utilisation de substances ou troubles découlant de traumatismes crâniens
- Il doit exister un **lien entre la problématique et la commission de l'infraction** et la capacité de l'individu à faire face au processus judiciaire (apte et responsable criminellement)
- L'accusé doit:
 - Avoir commis une ou des infractions admissibles pour des accusations portées dans le district où le PAJ-SM est implanté
 - Reconnaître les faits ou gestes à l'origine de l'infraction ou de l'omission
 - Être **volontaire** à prendre part au programme
 - Être en mesure de développer de nouveaux acquis et/ou faire des apprentissages requis à l'autogestion des risques et à leur fonctionnement social
 - **Renoncer** aux délais judiciaires

Du point de vue de la santé les troubles sont:

- Troubles diagnostiqués ou non
- En comorbidité ou non

Exemples de troubles de santé mentale que l'on retrouve au PAJ-SM+

- Troubles psychotiques
- Troubles affectifs
- Troubles de la personnalité
- Troubles liés à l'usage de substance
- Troubles anxieux (TAG, agoraphobie, trouble de panique)
- Troubles neurocognitifs (TCC, démence)
- Troubles neurodéveloppementaux (TSA, TDAH, DI)

Les infractions incluses

- Le programme s'applique à toutes les infractions criminelles, sous réserve de l'exercice de la discrétion du poursuivant et à l'exception des exclusions énoncées.

Les critères discrétionnaires du poursuivant

- La nature de l'infraction, la gravité, la durée et le caractère répétitif
 - Nature : type de l'infraction
 - Gravité : classification des infractions selon le Code criminel (sommaire, hybride ou acte criminel)
 - Durée : notion de temporalité
 - Caractère répétitif : qui se répète, qui revient dans le temps
- Les circonstances particulières entourant la commission de l'infraction
 - Préméditation, motivée par la haine, position d'autorité ou de confiance, usage d'une arme, violence ou menaces pendant la perpétration
- La peine qui pourrait être imposée en cas de déclaration de culpabilité
- La situation dans laquelle se trouve actuellement le contrevenant, incluant ses antécédents judiciaires et les moyens qu'il a déjà entrepris en vue de s'engager socialement
- La nature des dommages, pertes ou préjudices causés par l'infraction et les conséquences pour la victime, sa famille, la collectivité et la sécurité du public
- Les caractéristiques personnelles de la victime et la situation dans laquelle elle se trouve actuellement (ex. : âge, vulnérabilité, incapacité, dépendance, état de santé physique et mentale)
- Le consentement libre et éclairé de la victime, lorsque l'infraction est commise dans un contexte de violence sexuelle (sauf sur une personne âgée de moins de 18 ans), de violence conjugale ou de maltraitance envers les personnes âgées et poursuivie par voie sommaire
- Le point de vue de la victime, le cas échéant
- Les intérêts de la société

Infraction exclues

Sont exclues du PAJ-SM+ les infractions suivantes, indépendamment de tout facteur

Les infractions dont la mort résulte ainsi que la tentative et le complot de commettre ces infractions;

Les infractions étant de juridiction exclusive de la Cour supérieure (infractions prévues à l'article 469 du Code criminel);

Les infractions à caractère sexuel perpétrées à l'endroit des enfants (personnes âgées de moins de 18 ans);

Les infractions commises dans un contexte de violence sexuelle et de violence conjugale;

Les infractions commises dans un contexte de maltraitance envers les personnes âgées;

Les infractions relatives à la conduite d'un moyen de transport lorsqu'il en résulte des lésions corporelles;

Les infractions relatives au terrorisme;

Les infractions en lien avec une organisation criminelle;

Les infractions relatives aux armes à feu et autres armes ou comportant l'usage de telles armes, lorsque poursuivies par acte criminel.

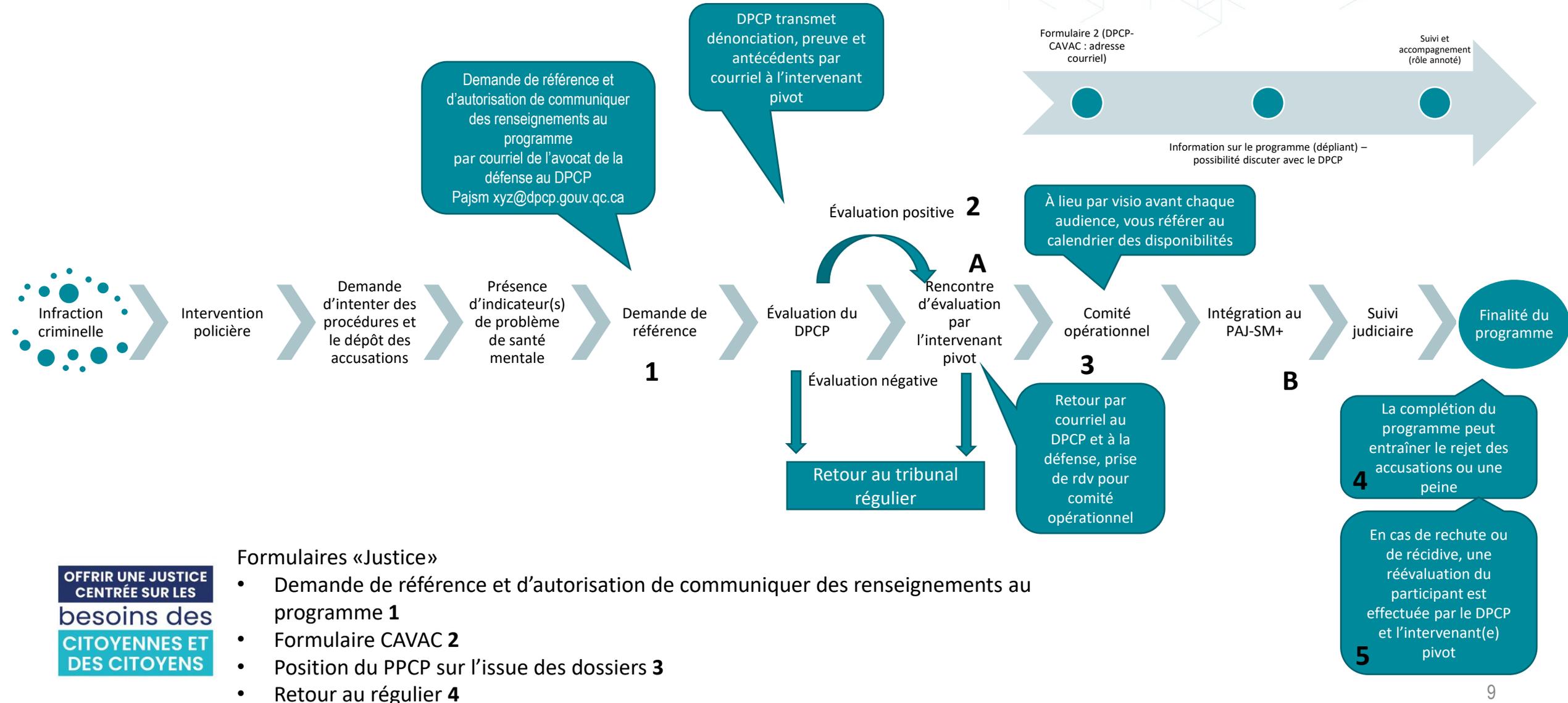
Les infractions, commises dans un contexte de violence sexuelle (sauf sur une personne âgée de moins de 18 ans), de violence conjugale ou de maltraitance envers les personnes âgées, lorsque celles-ci sont poursuivies par **voies sommaires sont admissibles au programme si la personne victime consent au programme.**

Ce consentement doit être libre, éclairé et manifestement exprimé tout au long du processus. Une personne victime peut, à tout moment, retirer son consentement à la participation de l'accusé au Programme. Ce dernier devra à ce moment retourner vers le processus judiciaire régulier.

Trajectoire du PAJ-SM+

Formulaires «Santé»

- Évaluation de l'admissibilité du programme **A**
- Fiche d'engagement et de suivi du programme (plan de bien-être) **B**



Formulaires «Justice»

- Demande de référence et d'autorisation de communiquer des renseignements au programme **1**
- Formulaire CAVAC **2**
- Position du PPCP sur l'issue des dossiers **3**
- Retour au régulier **4**

Référence au programme

- **Quand:** lorsque divers indicateurs liés à la présence de vulnérabilité telles que l'isolement social, l'arrêt de la médication, la désorganisation, des hallucinations, des indices de problématiques en lien avec la consommation de substances sont constatés
- **Qui:** avocat de la défense, PPCP, juge, membre du corps policier, agent de probation, intervenante ou intervenant du RSSS ou d'un organisme communautaire, d'une organisation autochtone, membre de l'entourage
- **Quoi:** Expliquer le PAJ-SM+
- **Comment:** Lire, remplir et signer le Formulaire 1 *Demande de référence et d'autorisation à communiquer des renseignements au Programme d'accompagnement justice et santé mentale*. À noter que le consentement peut être verbal.

PAJ-SM+

Demande de référence et d'autorisation de communiquer des renseignements au Programme d'accompagnement justice et santé mentale + (formulaire 1, envoyé au PPCP)

FORMULAIRE 1

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom de l'accusé(e) : _____
Date de naissance : _____
Coordonnées : _____
Nom et coordonnées d'une personne significative : _____

RENSEIGNEMENTS JUDICIAIRES

Numéro(s) de dossier(s) : _____
Date de comparution : _____ Liberté Détenu
Nom de l'avocat(e) de défense : _____

MOTIF DE RÉFÉRENCE

Diagnostic connu, comportement manifeste observé pouvant répondre à un trouble mental, suivi psychiatrique actif, sous mandat du TAQ, etc. :

J'autorise les représentant(e)s du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+ dont notamment le PPCP, l'avocat de la défense, l'intervenant pivot, l'agent de probation et _____ qui y travaillent, à obtenir ou divulguer des informations cliniques et personnelles concernant ma situation avec les établissements de santé et des services sociaux ou les organismes qui m'offrent des services. Je comprends qu'il s'agit d'informations de nature confidentielle, mais je consens à leur divulgation entre les représentants(es) du Programme. Ces renseignements seront divulgués uniquement pour déterminer mon admissibilité et aux fins des audiences du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. Par conséquent, ces informations ne peuvent en aucun cas être utilisées contre moi dans le cadre des procédures judiciaires subséquentes, à moins d'un consentement explicite de ma part. Sauf révocation écrite ou verbale colligée dans mon dossier de ma part, cette entente est valide pour les renseignements déjà obtenus, de même que ceux qui seront obtenus par la suite, et ce, jusqu'à la fin des procédures judiciaires.

Je comprends mon droit d'être jugé(e) dans un délai raisonnable conformément à l'article 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et l'article 32.1 de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Je comprends que cette demande d'évaluation de mon admissibilité au PAJ-SM+ entraînera nécessairement des délais supplémentaires et renonce explicitement à invoquer les délais judiciaires découlant du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. Je consens à ce que le présent document soit déposé au tribunal dans les dossiers en titre en cas de requête en vertu de l'article 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

N.B. On doit s'assurer que les signataires de cette formule sont autorisé(s) à le faire conformément aux textes législatifs en vigueur. Le cas échéant, prière de mentionner à quel titre (curateur ou titulaire de l'autorité parentale) la personne est autorisée à signer.

Signature de l'accusé(e) : _____ Date : _____
ou, dans le cas qu'une autorisation verbale est obtenue de l'accusé(e)
Signature de la défense : _____ Date : _____

Le consentement

La différence entre:



Le consentement à **être référé** au programme en vue d'évaluer l'admissibilité



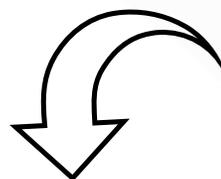
Le consentement à **recevoir des soins de santé** ou des services sociaux en vertu de la *LSSS* et du *CcQ*



Le consentement à **la divulgation ou au partage** des renseignements de nature confidentielle

Évaluation sommaire du PPCP

- Infractions visées admissibles ou non
- Indicateurs de troubles mentaux soulevés
- Discrétion selon le dossier présenté



Référer le dossier à l'intervenant pivot pour l'évaluation complète ou informer l'avocat de défense du refus suite à l'évaluation sommaire du PPCP

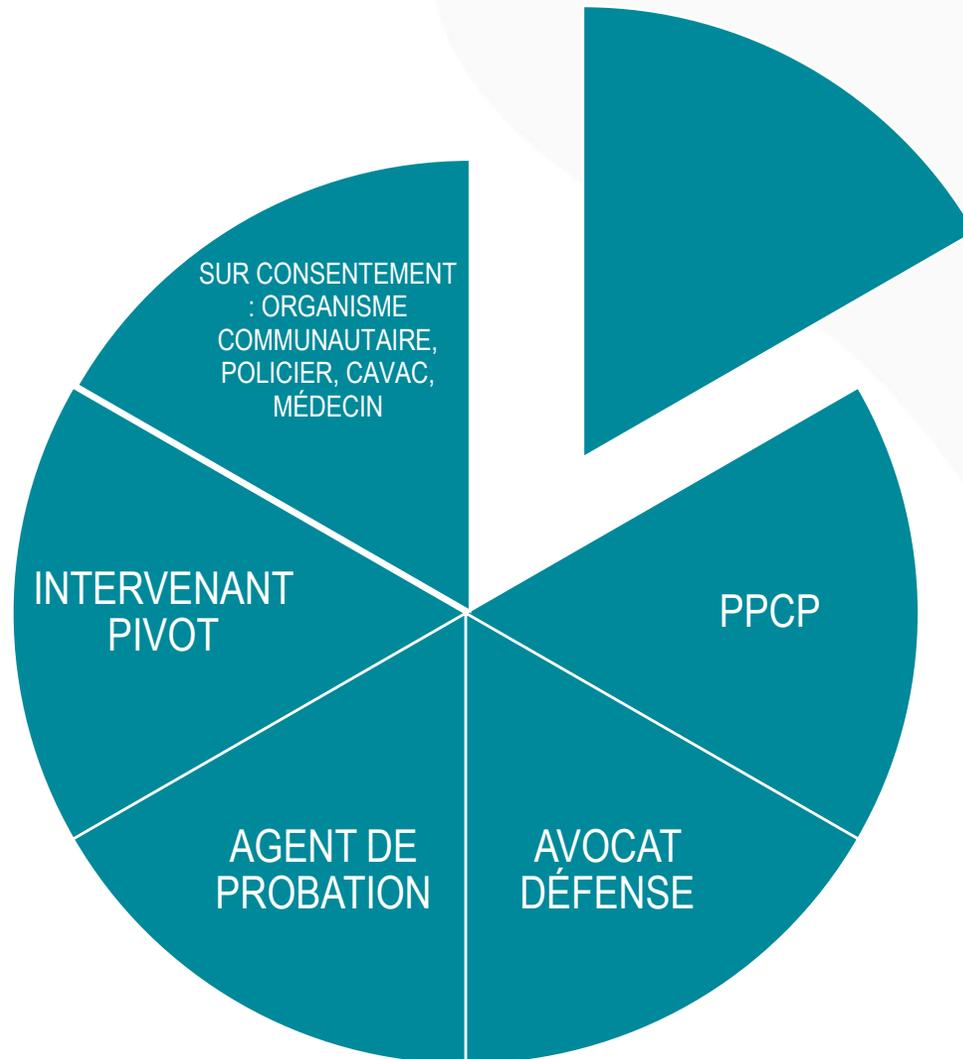
Évaluation clinique de l'intervenant pivot

- Obtenir le consentement
- Créer un lien de confiance
- Explorer les indicateurs de vulnérabilité
- Évaluer le fonctionnement social
- Établir le lien clinique entre le passage à l'acte et les vulnérabilités de la personne
- Identifier les besoins en matière de rétablissement
- Coconstruire les objectifs à travailler
- Élaborer un plan d'intervention
- Recommander l'intégration au PAJ-SM

Plan d'intervention

- Comprend les **objectifs** à atteindre pour la personne
- Est **adapté** à chaque personne
- **Évolue** selon le cheminement de la personne
- Contient une **fréquence déterminée de retour devant le juge** pour le **suivi** de son plan d'intervention

Rencontre de l'équipe opérationnelle



Objectifs de la rencontre :

Confirmation par le PPCP de l'admission de l'accusé

Discussion du plan d'intervention proposé par l'intervenant pivot et mise en commun de l'information par les partenaires

Séances du PAJ-SM+

- Fréquence variable selon les districts
- Les mêmes intervenants sont assignés aux séances du PAJ-SM
- Toujours dans la même salle

Issue du programme

Le programme est adopté en vertu des articles 717 et 720 Ccr.

- Le programme est d'une durée d'environ 12 à 18 mois
- Il peut se conclure notamment par un :
 - Rejet des accusations (avec ou sans 810 C. cr.)
 - Plaidoyer de culpabilité et une peine favorisant les peines non privatives de liberté (absolution conditionnelle ou inconditionnelle, probation, peine)
 - Retour au tribunal régulier
 - Attestation de réussite à la discrétion du tribunal

FORMULAIRE 1**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Nom de l'accusé(e) : _____
 Date de naissance : _____
 Coordonnées : _____
 Nom et coordonnées d'une personne significative : _____

RENSEIGNEMENTS JUDICIAIRES

Numéro(s) de dossier(s) : _____
 Date de comparution : _____ Liberté Détenu
 Nom de l'avocat(e) de défense : _____

MOTIF DE RÉFÉRENCE

Diagnostic connu, comportement manifeste observé pouvant répondre à un trouble mental, suivi psychiatrique actif, sous mandat du TAQ, etc. :

J'autorise les représentant(e)s du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+ dont notamment le PPCP, l'avocat de la défense, l'intervenant pivot, l'agent de probation et _____ qui y travaillent, à **obtenir** ou **divulguer** des informations cliniques et personnelles concernant ma situation avec les établissements de santé et des services sociaux ou les organismes qui m'offrent des services. Je comprends qu'il s'agit d'informations de nature confidentielle, mais je consens à leur divulgation entre les représentants(es) du Programme. Ces renseignements seront divulgués uniquement pour déterminer mon admissibilité et aux fins des audiences du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. Par conséquent, ces informations ne peuvent en aucun cas être utilisées contre moi dans le cadre des procédures judiciaires subséquentes, à moins d'un consentement explicite de ma part. Sauf révocation écrite ou verbale colligée dans mon dossier de ma part, cette entente est valide pour les renseignements déjà obtenus, de même que ceux qui seront obtenus par la suite, et ce, jusqu'à la fin des procédures judiciaires.

Je comprends mon droit d'être jugé(e) dans un délai raisonnable conformément à l'article 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et l'article 32.1 de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Je comprends que cette demande d'évaluation de mon admissibilité au PAJ-SM+ entraînera nécessairement des délais supplémentaires et renonce explicitement à invoquer les délais judiciaires découlant du Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. Je consens à ce que le présent document soit déposé au tribunal dans les dossiers en titre en cas de requête en vertu de l'article 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

N.B. On doit s'assurer que les signataires de cette formule sont autorisés(e)s à le faire conformément aux textes législatifs en vigueur. Le cas échéant, prière de mentionner à quel titre (curateur ou titulaire de l'autorité parentale) la personne est autorisée à signer.

Signature de l'accusé(e) : _____ Date : _____

ou, dans le cas qu'une autorisation verbale est obtenue de l'accusé(e)

Signature de la défense : _____ Date : _____

SMOJ

SOUS-MINISTÉRIAT
DES **ORIENTATIONS** ET
DE L'ACCÈS À LA JUSTICE



Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM+)

The PAJ-SM+ is:

- a program in place in:
 - 40 court house at the Cour du Québec
 - 5 municipal court (Montréal, Québec, Lévis, Laval and Boisbriand)
 - 34 of 36 judicial district
- a program which includes:
 - 1254 accused at the referral stage or in active follow-up
 - a success rate of 55,61%
 - an average duration of 13 months
 - a rate of recidivism around 15% after 2 years

Gouvernance structure

Strategic level

- Defines the main objectives
- Settles issues and ensures that project risks are managed

Tactical level

- Receives the guidelines and instructions from the regional steering committee and ensures compatibility with the work under way
- Coordinates and ensures that work on projects is compatible

Operational level

- **Regional steering committee:** Ensures the smooth operation of the program and settles issues at the regional level and makes the necessary adjustments
- **Operational committee:** Operationalizes the program (eligibility of the accused, information sharing, agreeing on and IP etc.)

Objectives of the PAJ-SM+

- Adapt the legal process to the reality of the accused brought to justice and who present with vulnerabilities from a mental and cognitive standpoint
- Contribute to the protection of complainants, victims and the society
- Create ties and partnerships with various institutional and community organizations
- Promote the social reintegration of the accused while reducing or avoided the risk of recidivism
- Promote the supervision and sustained follow-up of the accused, in their intervention plan

Eligibility of the Accused

- The program targets accused who, with regard to health and social services, manifest a variety of vulnerable points, particularly related to:
 - mental health, intellectual disability, autism spectrum disorder, substance use history or problems associated with head injuries. (Applicable to all of these, whether they are diagnosed or not, present as a comorbidity or not.)
- There must be a certain **link between the problem and the commission of the offence** and the individual's ability to undergo a legal process.
- The accused must:
 - Have committed one or more offences listed in the appendix for offences brought in the district where the JMHS is in effect;
 - Be willing to **voluntarily** participate in the program;
 - Comply with the various established objectives;
 - **Renounce** to legal timeframes.

From a health point of view, disorders are:

- diagnosed or not
- in comorbidity or not

Exemples of mental health disorder found at the PAJ-SM+

- Psychotic disorders
- Affective disorders
- Personality disorders
- Substance abuse disorders
- Anxiety disorders (GAD, agoraphobia, panic disorder)
- Neurocognitive disorders (CBT, dementia)
- Neurodevelopmental disorders (ASD, ADHD, ID)

Included offences

The program applies to all criminal offences, subject to the exercise of prosecutorial discretion and with the exception of the stated exclusions.

Discretionary criteria

- Nature of offence, seriousness, duration and repetitive nature
 - Nature: type of offence
 - Gravity: classification of offences under the Criminal Code (summary, hybrid or indictable)
 - Duration: notion of temporality
 - Repetitive: repeated, recurring over time

Special circumstances surrounding the commission of the offence

Premeditation, motivated by hatred, position of authority or trust, use of a weapon, violence or threats during the commission of the offence.

The penalty that could be imposed if convicted

The offender's current situation, including his or her criminal record and the means he or she has already taken to become socially involved

The nature of the damage, loss or harm caused by the offence, and the consequences for the victim, his or her family, the community and public safety.

The victim's personal characteristics and current situation (e.g. age, vulnerability, incapacity, dependence, state of physical and mental health).

The victim's free and informed consent, when the offence is committed in the context of sexual violence (except against a person under 18 years of age), domestic violence or elder abuse and is prosecuted by summary conviction.

The victim's point of view, if applicable

Society's interests

Excluded offences

The following offences are excluded from the PAJ-SM+, regardless of any factor

Offences resulting in death, as well as attempts and conspiracies to commit such offences;

Offences under the exclusive jurisdiction of the Superior Court (offences under section 469 of the Criminal Code);

Sexual offences perpetrated against children (persons under the age of 18);

Offences committed in the context of sexual and domestic violence

Offences committed in the context of elder abuse;

Offences relating to the operation of a means of transport where bodily injury results;

Terrorism-related offences;

Criminal organization offences;

Offences relating to firearms and other weapons or involving the use of such weapons, when prosecuted by indictable offence.

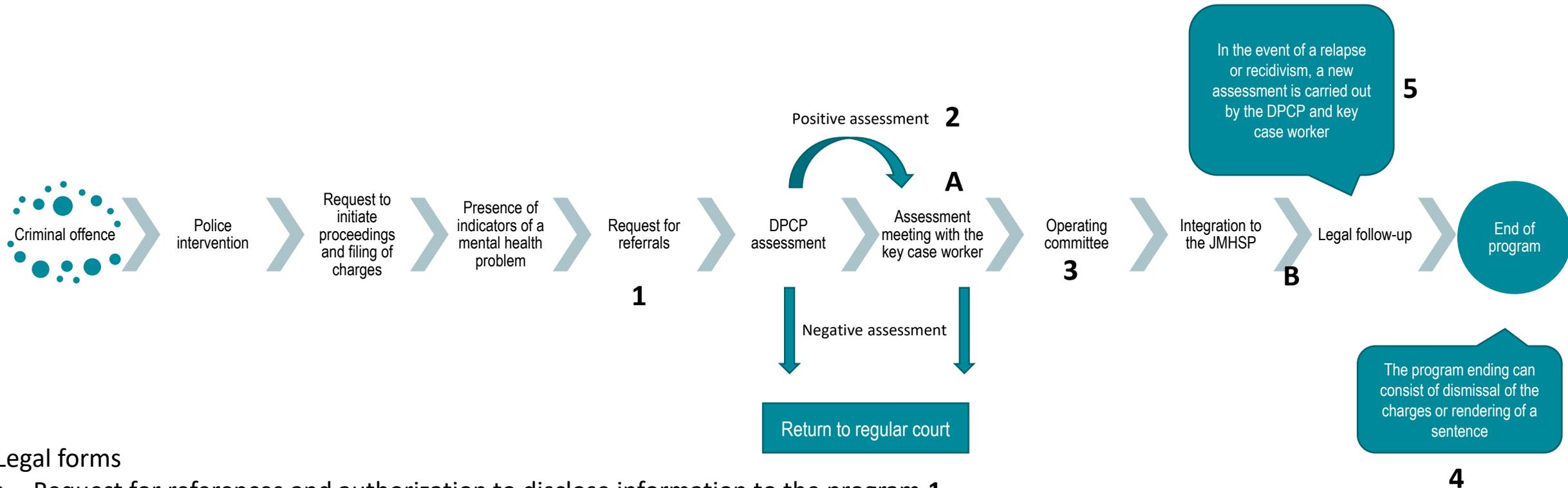
Offences committed in the context of sexual violence (except against a person under the age of 18), domestic violence or elder abuse, when prosecuted **by summary proceedings, are eligible for the program if the victim consents to the program.**

This consent must be free, informed and clearly expressed throughout the process. A victim may withdraw his or her consent to the accused's participation in the program at any time. The accused must then return to the regular judicial process.

Trajectory – PAJ-SM+

Health forms

- Assessment of program eligibility **A**
- Plan agreement and follow-up sheet (well-being plan) **B**



Legal forms

- Request for references and authorization to disclose information to the program **1**
- CAVAC (crime victim assistance centre) form **2**
- Position of the penal and criminal prosecuting attorney as to the cases in question **3**
- Certificate of completion **4**
- Return to regular court **5**

Referral form

- When: when various indicators of vulnerability are noted, such as social isolation, cessation of medication, disorganization, hallucinations or signs of substance-related problems.
- Who: defence lawyer, PCSP, judge, police officer, probation officer, CSSS worker, community agency worker, aboriginal organization worker, family and friends.
- What: Explain PAJ-SM+.
- How: Read, complete and sign Form 1 Request for referral and authorization to communicate information to the Programme d'accompagnement justice et santé mentale. Note that consent may be given verbally.

PAJ-SM+ Request for referral and authorization to communicate information to the mental health justice support program + (form 1 sent to the DPCP)

FORM 1

GENERAL INFORMATION

Name of accused: _____
Date of birth: _____
Contact information: _____
Name and contact information of a significant person: _____

COURT INFORMATION

Record number(s): _____
Date of appearance: *Checked on appearance to your enter one date* Released In custody
Name of defence lawyer: _____

REASON FOR REFERRAL

Known diagnosis, obvious observed behaviour that may indicate a mental disorder, active psychiatric monitoring, under an Administrative Tribunal of Quebec mandate, etc.:

Checked on appearance to your enter one date

I hereby authorize the representative(s) of the Programme d'accompagnement justice et santé mentale+ (PAJ-SM+), including in particular the criminal and penal prosecuting attorney, the defence lawyer, the navigator, the CAVAC, the probation officer and _____ working for the program, to obtain or disclose clinical and personal information concerning my situation from or to health and social services institutions or organizations providing me with services. I understand that this information is confidential, but I consent to its disclosure by representatives of the Program. The information will be disclosed only to determine my eligibility and for hearings as part of the PAJ-SM+. As a result, the information may in no case be used against me in later judicial proceedings, unless I explicitly consent to its use.

Except if written or verbal revocation by me is entered in my record, this agreement is valid for information already obtained and for information to be obtained at a later date, up to the end of the judicial proceedings.

I understand my right to a trial within a reasonable time in accordance with section 11(b) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and section 32.1 of the Charter of human Rights and Freedoms. I understand that this application to assess my eligibility for the PAJ-SM+ will necessarily lead to extra delays and explicitly waive my right to invoke the judicial delays resulting from the Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. I consent to the filing of this document in court in the records identified above in the event of a motion under section 11(b) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

N.B. It is important to ensure that the persons who sign this form are authorized to do so by the legislation in force. Where applicable, please mention the title (custodian or holder of parental authority) under which the person is authorized to sign.

Signature of the justiciable: _____ Date: *Checked on appearance to your enter one date*

Witness to the signature: _____ Date: *Checked on appearance to your enter one date*

Consent

Difference between



Consent for referral to the program for the purpose of assessing eligibility



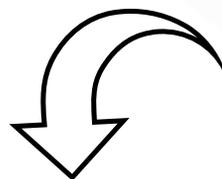
Consent for receiving health or social services under the *Act respecting health services and social services* and the Civil Code of Québec



Consent for disclosing or sharing confidential or personal information

Penal and criminal prosecuting attorney summary assessment

- Eligibility (or not) of offences in question
- Identification of mental problem indicators
- Discretion, depending on the case submitted



Refer the case to a key case worker for a complete assessment or notify the defense attorney of the refusal subsequent to the position of the penal and criminal prosecuting attorney's summary assessment.

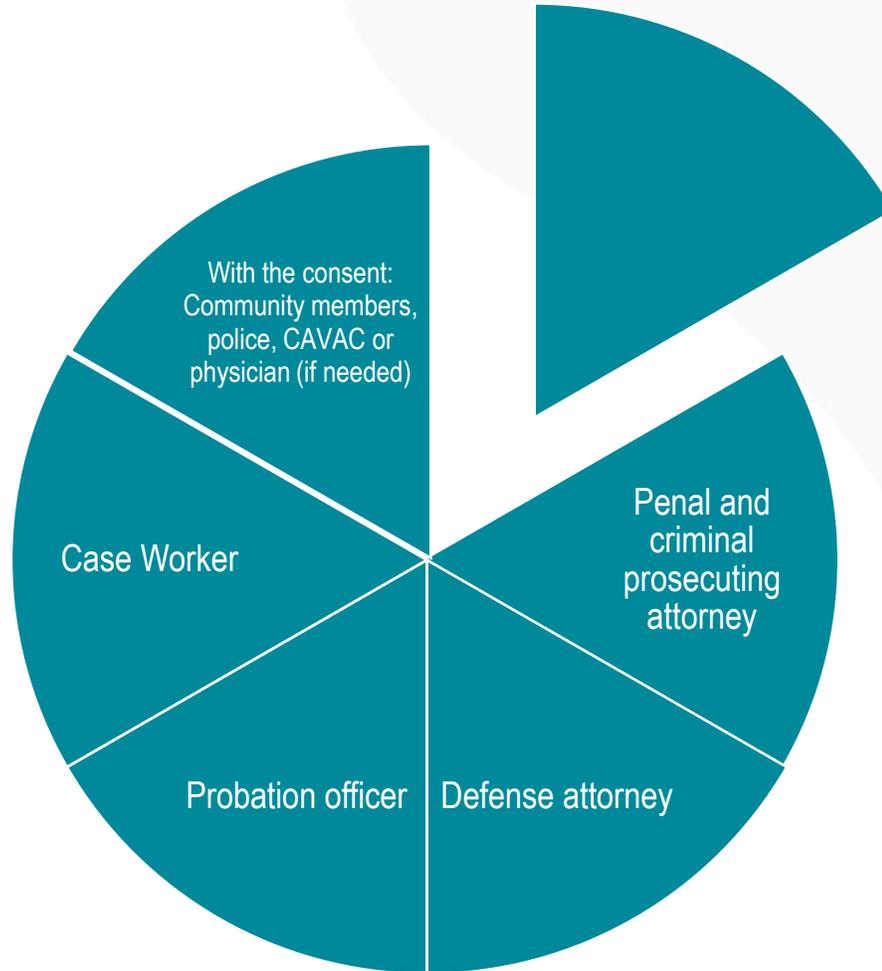
Clinical evaluation by the case worker

- Obtaining consent
- Creating a relationship based on trust
- Exploring vulnerability indicators
- Completing the specialized PAJ-SM+ assessment
- Establishing the clinical link between taking action (the offence) and the person's vulnerabilities
- Identifying rehabilitation needs
- Developing objectives to target
- Recommending (or not) the PAJ-SM+
- Drawing up a well-being plan and submitting it to the organizational committee

Intervention plan

- Includes the objectives the person must meet
- **Is adapted to each person**
- **Is adapted as the person progresses**
- Is monitored at a specified interval when the person returns before the court

Operating committee meeting



Objectives:

Confirmation by the penal and criminal prosecuting attorney of the accused eligibility.

Discussion on the intervention plan provide by the case worker and pooling of the information held by the partners.

PAJ-SM meeting

- Frequency varies by district
- The same caregivers are assigned to PAJ-SM sessions
- Always in the same room

Program outcomes

The program is adopted pursuant to articles 717 and 720 Ccr.

- The program lasts for a total of around 12 to 18 months.
- Possible outcomes:
 - Dismissal of the charges (with or without 810 C. cr).
 - Guilty plea and a sentence with no incarceration (conditional or unconditional discharge, probation, suspended sentence).
 - Return to regular court.
 - Attestation at the discretion of the court

FORM 1**GENERAL INFORMATION**

Name of accused:

Date of birth:

Contact information:

Name and contact information of a significant person:

COURT INFORMATION

Record number(s):

Date of appearance: Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. Released In custody

Name of defence lawyer:

REASON FOR REFERRAL

Known diagnosis, obvious observed behaviour that may indicate a mental disorder, active psychiatric monitoring, under an Administrative Tribunal of Québec mandate, etc.:

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

I hereby authorize the representative(s) of the Programme d'accompagnement justice et santé mentale+ (PAJ-SM+), including in particular the criminal and penal prosecuting attorney, the defence lawyer, the navigator, the CAVAC, the probation officer and working for the program, to **obtain** or **disclose** clinical and personal information concerning my situation from or to health and social services institutions or organizations providing me with services. I understand that this information is confidential, but I consent to its disclosure by representatives of the Program. The information will be disclosed only to determine my eligibility and for hearings as part of the PAJ-SM+. As a result, the information may in no case be used against me in later judicial proceedings, unless I explicitly consent to its use.

Except if written or verbal revocation by me is entered in my record, this agreement is valid for information already obtained and for information to be obtained at a later date, up to the end of the judicial proceedings.

I understand my right to a trial within a reasonable time in accordance with section 11(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and section 32.1 of the *Charter of human Rights and Freedoms*. I understand that this application to assess my eligibility for the PAJ-SM+ will necessarily lead to extra delays and explicitly waive my right to invoke the judicial delays resulting from the Programme d'accompagnement justice et santé mentale+. I consent to the filing of this document in court in the records identified above in the event of a motion under section 11(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

N.B. It is important to ensure that the persons who sign this form are authorized to do so by the legislation in force. Where applicable, please mention the title (curator or holder of parental authority) under which the person is authorized to sign.

Signature of the justiciable: Date: Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

Witness to the signature: Date: Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.